

4 – Dialogue Citoyen – Rapport d'étape

Groupe communiste – Aymeric SEASSAU, adjoint au Maire

Madame le Maire, cher-e-s collègues,

Puisqu'il s'agit de Dialogue Citoyen, cette délibération vient à point nommé après le grand mouvement social connu hier dans tout le pays. Alors que 70% des Françaises et Français considèrent que le projet de réforme du Code du Travail constitue une menace pour les droits, lycéens, étudiants, salariés, privés d'emplois, réunis par milliers dans les rues de Nantes hier, ont exprimé leur exigence du retrait de la loi travail. Après sa réécriture à la marge, la philosophie du texte n'a pas changé. Ainsi, il faudrait réduire le « coût du travail », le flexibiliser et, au nom du « dialogue social », donner la priorité aux accords d'entreprise et non à la loi pour inverser la « courbe du chômage ». Il faudrait sécuriser et simplifier les licenciements pour l'employeur, en évitant le pouvoir d'appréciation du juge et en limitant la possibilité d'intervention des représentants du personnel.

L'idée n'est pas neuve, mais surtout elle est totalement inefficace. Après le million d'emplois promis par le MEDEF, nous venons d'enregistrer la plus forte hausse du chômage ce dernier mois ! Et comble de culot, ce sont ceux-là même qui justifient le salaire multiplié par deux du PDG de PSA, Carlos TAVARES, à 5,24 millions d'€ !

Décidément, plutôt que menacer du 49-3, ce gouvernement serait bien inspiré d'écouter le peuple qui exige le retrait de ce texte.... Ce n'est pas perdre la face, que

de pratiquer la démocratie et renouer avec le dialogue social. Et à défaut de créer un million d'emploi, peut être serait il temps d'entendre ce qu'expriment plus d'1 million de jeunes et de salariés mobilisés hier. Dans la crise politique, profonde, que traverse le pays, nombreux, nombreuses sont ceux et celles qui ne veulent plus écouter mais être écoutés, et pas seulement être écouté(e)s, mais être entendus.

De ce point de vue, avec les Conseils de quartiers, Conseils thématiques, fabrique des politiques publiques, nous avons travaillé, depuis le début du mandat à la mise en œuvre d'une pratique de la démocratie participative renouvelée. L'enjeu est de taille car il s'agit de contribuer à ce que nos concitoyennes et concitoyens se réapproprient la politique et il s'agit de permettre la co-construction de politiques publiques concrètes.

Parce que nos institutions de la cinquième République renvoient pour l'essentiel à une démarche délégataire, il faut convaincre les habitants de la sincérité, mais aussi convaincre des élu-e-s de l'efficacité de la démarche. Convaincre nos concitoyennes et concitoyens, quelle que soit leur situation, qu'elles et ils ont toute leur place à prendre dans ce processus, que leur parole est entendue et prise en compte. Parce qu'ils attestent de la volonté de partager une vision commune dans un dialogue et une mise en débat entre élu-e-s et citoyens acteurs, parce qu'ils favorisent le lien, l'innovation sociale et le pouvoir d'agir, les espaces de débat, de créativité et d'expérimentation donnent crédit à notre démarche.

Dans ce moment de crise économique, de crise écologique, de crise de la politique ou l'individualisme nous oblige à renouveler notre conception de la démocratie locale, les interactions entre élu-e-s et résidents Nantais peuvent être le moteur de

cette construction. Nous connaissons aussi la difficulté de l'exercice qui demande de la détermination pour favoriser la participation du plus grand nombre. Aussi, nous devons poursuivre l'effort engagé du travail de proximité qui vise à l'investissement des « vraies gens » et des familles populaires.

A ce stade, nos retours d'expérience permettent de mesurer les progrès accomplis, tant sur la participation, que sur la qualité du débat citoyen et la réalité de la co-construction des politiques publiques. Parce qu'il permet de trancher après avis des citoyens, il est un apport constructif aux décisions des élu-e-s, qui, d'une part, gardent pleine et entière légitimité et d'autre part, sont amenés à répondre aux propositions concrètes qui leur sont soumises. Il faut poursuivre dans cette voie qui ambitionne la participation de chaque Nantaise et Nantais afin qu'ils deviennent pleinement acteur de leur vie, que le lien entre les habitants et les élu-e-s se resserrent encore, pour faire de ce dialogue citoyen œuvre d'utilité publique. *“Tout le monde veut gouverner, personne ne veut être citoyen. Où est donc la cité ?”* disait Saint-Just.

Permettre de débattre et proposer sur son quartier, sa rue, sa médiathèque, sa pratique sportive, c'est favoriser une citoyenneté active, c'est redonner sens dans l'action et politique, c'est lier l'éthique à la praxis et contribuer avec modestie à faire face à la crise profonde qui traverse nos institutions.

Merci de votre attention